

Politis

# Politis

politis.fr

| Semaine du 9 au 15 avril 2009 | n°1047 |

Nouveau site  
[www.politis.fr](http://www.politis.fr)



ALIMENTATION

# Bien manger, manger tous

M 03461 - 1047 S. F. 3,00 €



## MÉDIAS

Philippe Val,  
roi des convertis

## ALGÉRIE

La question sociale  
domine l'élection

## OTAN

Manifestation  
indésirable

## CHÔMAGE

Déshabiller Pierre  
pour habiller Paul

- La crise alimentaire
- Il faut désormais favoriser
- Cela passe aussi

## DOSSIER ALIMENTATION



Ce dossier est une insertion réalisée à la suite du colloque « L'alimentation soutenable », organisé par le député européen Vert Alain Lipietz le 2 avril à la mairie du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris. On trouvera les interventions intégrales du colloque à l'adresse suivante : <http://lipietz.net/?article=2363>

# BIEN MANGER, MANGER TOUS

Soumis aux crises multiples, les tabous qui frappaient des débats essentiels tombent les uns après les autres : la croissance économique, l'avenir du capitalisme, la fin du pétrole, la prééminence de l'État... Un domaine résiste pourtant encore à l'examen de conscience des sociétés occidentales : l'alimentation. Car il faut aujourd'hui affronter le retour du vieux slogan des années 1970 : « Mangeons autrement ici, pour qu'ils se nourrissent là-bas. » Les associations jouaient alors un peu sur la culpabilisation : nos surplus agricoles pourraient soulager la faim dans les pays « du tiers monde ». On sait depuis que les vases ne communiquent pas : l'aide alimentaire en nature déstabilise souvent des agricultures locales déjà très fragiles, et fabrique de nouvelles dépendances à des aliments importés. Pourtant, le slogan s'impose désormais avec une légitimité incontestable. Parce que la surconsommation généralisée des sociétés riches est aussi, bien sûr, une « surbouffe ». Elle n'est aujourd'hui possible que par

l'importation massive d'aliments pour notre bétail, produits sur des terres lointaines qui pourraient être consacrées à des productions vivrières. Et puis une autre rétroaction s'installe impérieusement. « Pour combattre le changement climatique, il faut manger moins de viande ! », affirme Rajendra Pachauri, président du Giec. Émissions de méthane, transports, consommation d'hydrocarbures... L'alimentation trop carnée compte en effet pour une bonne part du dérèglement. Les pays riches devront donc réduire leur consommation de viande, et pas seulement pour lutter contre l'obésité et les maladies cardiovasculaires, épidémies assumées. Le tabou est ailleurs, civilisationnel : le progrès, le développement, c'est un repas carné, hors de toute justification nutritionnelle. La FAO extrapole ainsi benoîtement la croissance (préoccupante) de la consommation mondiale de viande comme si elle était corrélée, organiquement, à l'augmentation des niveaux de vie. Mieux, c'est plus. Pour combien de temps encore ?

—Patrick Piro

## Nous devons changer de menu

La crise alimentaire révèle la nécessité de modifier en profondeur les modes de production et de consommation, notamment la place centrale de la viande, estime **Natalie Gandais-Riollet**, porte-parole des Verts Île-de-France.

La faim dans le monde ? Ce n'est pas seulement un problème de pauvreté des individus, c'est aussi un problème de manque de ressources alimentaires locales. Si les terres cultivables disparaissent avec les sécheresses et la désertification, dans le tiers monde, de plus en plus d'espaces cultivables sont destinés à des productions non vivrières : les agrocarburants, notamment. Ainsi, en Indonésie, les cultures de palmiers à huile détruisent la forêt humide, qui est certes l'écosystème des tigres et des orangs-outangs, mais aussi celui des populations indigènes qui y vivaient de cueillette, de

chasse et de pêche. En Colombie, ce sont les parcelles d'agriculture vivrière qui ont été transformées (1), et au Sénégal, c'est le jatropha, donné il y a deux ans comme une plante miracle parce qu'il pousse dans le désert, mais désormais cultivé sur des terres arables, au détriment de l'agriculture vivrière.

Mais les agrocarburants ne sont pas seuls en cause, et le modèle alimentaire carné des pays riches, que commencent à partager des pays émergents (Chine, Inde) constitue une nouvelle menace. On a besoin, pour se nourrir correctement, de calories principalement

fournies par les glucides et les lipides, ainsi que de protéines (animales ou végétales) permettant d'entretenir et de renouveler les tissus. Dans les années 1960, en France, la viande était rare et chère. Dans les classes moyennes et modestes, on en mangeait parfois une fois par semaine seulement.

**Avec le développement de l'élevage** intensif, en batterie, d'animaux nourris au régime maïs-soja, dans les années 1960-1970, la viande est devenue accessible à tous. Avec les abus et les catastrophes sanitaires que nous avons tous en mémoire (veau et poulet aux hormones, poulet à la dioxine, vache folle...). La production d'1 kg de protéines animales occupe 10 à 15 fois plus de terre agricole que la production d'1 kg de protéines végétales.

On doit aussi prendre en compte la menace qui pèse sur les réserves d'eau potable : en Californie, il faut 100 l d'eau pour produire

a cruellement démontré l'absurdité de nos systèmes de production.  
une alimentation soutenable, meilleure pour l'homme et la planète.  
par une modification de nos habitudes alimentaires au Nord.



1 kg de pommes de terre, 4 600 l pour 1 kg de viande de porc, 4 100 l pour 1 kg de viande de poulet, et 13 000 l d'eau pour 1 kg de viande de bœuf !

Attention : si la production de viande, en France, pèse lourdement sur notre propre réserve en eau (pour l'arrosage des cultures de maïs fourrager), elle pèse aussi sur les terres cultivables d'autres régions de la planète : au lieu de produire nous-même les protéines suffisantes pour l'alimentation du bétail, nous achetons des tourteaux de soja en Amérique du Nord et du Sud. La culture du soja au Brésil illustre comment la consommation de viande pèse sur la forêt amazonienne. Alors que, dans le même temps, notre gouvernement subventionne les producteurs de tournesol, de betteraves et de céréales pour alimenter en E-10 et en biodiesel les réservoirs de nos voitures !

Que changer, et comment convaincre qu'il le faut ?

**Une étude des experts d'Agrimonde** (février 2009) pronostique une convergence des régimes alimentaires en matière d'apport calorique, et notamment une diminution de 4 000 à 3 000 de l'apport calorique quotidien dans les pays de l'OCDE.

L'avenir de l'alimentation de la planète y

est envisagé du côté de l'agriculture : des progrès à accomplir tout en préservant l'environnement et les espaces de biodiversité. La diminution de la consommation des pays riches est proposée ; mais au-delà de la prise de conscience, de la « dissémination » du concept d'alimentation durable après les « émeutes de la faim » et du souhait qu'une attitude plus responsable soit encouragée par les acteurs de la société civile comme par les pouvoirs publics, il est souligné que manquent encore des connaissances pour mieux comprendre la complexité des comportements alimentaires et de leur relation à la santé... Il y a aussi des entraves au changement pour un mode d'alimentation plus soutenable, telle l'intervention des lobbies de la viande et des produits laitiers.

**Les conséquences sanitaires** de la malnutrition se manifestent aussi en France, comme le révèlent plusieurs rapports dramatiques sur la situation alimentaire des « pauvres » chez nous. Christine César indique que, s'il est possible de s'y alimenter correctement avec 3,60 euros par jour (le seuil de « pauvreté alimentaire »), les personnes les plus en difficulté ne disposent pour se nourrir que de 2,50 euros. Dans

ces conditions, il n'est pas possible d'avoir une alimentation équilibrée.

**Pour changer « en douceur »**, il faudra éduquer à des goûts nouveaux, à de nouveaux équilibres de repas. Les diététiciens, par exemple, doivent pouvoir enseigner comment introduire des produits de l'agriculture biologique dans les menus des collectivités, ce qui implique non seulement une politique d'achats différente, mais surtout de composer différemment les menus, pour faire face au coût plus élevé des denrées. Une nouvelle étape serait aussi d'enseigner l'usage et la consommation des protéines végétales, par exemple sous la forme d'un repas végétarien par semaine dans les cantines.

Il restera aussi à prendre en compte les conditions de travail des paysans et des ouvriers agricoles. Notamment à l'intérieur même de l'Union européenne : peut-on accepter de consommer certains produits espagnols, par exemple, quand on connaît les conditions sanitaires et de travail épouvantables des hommes et des femmes immigrés employés aux récoltes ? Ce devra être l'objet d'autres campagnes de sensibilisation encore...

(1) Voir <http://lipietz.net> et le dossier « Les arbres du mal », *Politix*, n°954.

**Pour changer « en douceur », il faudra éduquer à des goûts nouveaux, à de nouveaux équilibres de repas.**

MULLER/AFP

# Un milliard d'affamés

La crise alimentaire a aggravé le drame de la faim. Pourtant, aucune mesure efficace de régulation du marché des matières premières n'a encore été adoptée. Les explications d'**Ambroise Mazal\***.



Un individu sur six dans le monde souffre de la faim de façon durable, et un sur trois de malnutrition. La faim tue plus que les guerres. JOE/AFP

Il y a un an, le monde assistait médusé à la multiplication des « émeutes de la faim » dans 38 pays en développement, à la suite de la hausse des cours mondiaux des matières premières agricoles. Ces consommateurs pauvres manifestant contre la vie chère venaient s'ajouter aux masses rurales silencieuses qui constituaient jusque-là la majorité des affamés : en 2007, les trois-quarts des 850 millions de personnes souffrant de la faim étaient des paysans !

De fait, avec 963 millions de personnes recensées en décembre par la FAO (1), c'est un individu sur six dans le monde qui souffre

de la faim de façon durable, et un sur trois de malnutrition. Trente millions meurent chaque année des suites de la faim, soit un chiffre plus élevé que celui des victimes de guerre. Cette situation marque la faillite de la communauté internationale pour lutter efficacement contre ce fléau, malgré les proclamations répétées, notamment en 1974 (2), en 1996 (3) et à travers le premier Objectif du millénaire pour le développement (qui fixait la division par deux du nombre d'affamés entre 2000 et 2015).

**Les émeutes ont révélé la dépendance** alimentaire des pays vis-à-vis des importations

agricoles pour approvisionner leur population. En Afrique, cette dépendance est paradoxale : le continent dispose d'un potentiel foncier et hydraulique considérable, ainsi que d'un potentiel humain fabuleux. Cependant, l'agriculture familiale et vivrière, majoritaire mais silencieuse, est abandonnée à son sort par ses gouvernements. Le renforcement de la société civile y est ainsi un enjeu majeur.

S'ils ont aujourd'hui quitté les sommets, les prix restent élevés et légèrement supérieurs à 2007 ; et les quelque 120 millions de personnes supplémentaires ayant sombré dans la faim ne verront pas leur pouvoir

d'achat se rétablir. **Sur-** tout, la baisse des prix est due à une excellente récolte céréalière mondiale (+5,3 %) marquée par l'absence d'accident climatique, ce qui a peu de chance de se reproduire. Les populations vulnérables des pays du

Sud ne doivent leur salut qu'à ce hasard, tandis qu'aucune mesure n'a été adoptée par la communauté internationale en termes de régulation des marchés pour éviter la volatilité des prix, de lutte contre la spéculation, ou d'investissement agricole.

**La hausse brutale ainsi que la volatilité** record des cours mondiaux ont effrayé les pays structurellement importateurs et disposant de réserves de devises (pays du Golfe, tigres asiatiques, Chine...), qui avaient jusque-là recours au marché mondial pour s'approvisionner. Face aux prévisions d'une hausse des prix durable, et en l'absence de politiques et d'outils internationaux de régulation des marchés mondiaux, ces pays font aujourd'hui le choix de diversifier leur approvisionnement en ayant recours à l'achat de terres à l'étranger et à leur mise en culture pour leurs propres besoins.

Ce phénomène d'accaparement des terres dans les pays du Sud s'illustre par le cas médiatique de l'entreprise coréenne Daewoo, qui a projeté de louer près de la moitié des terres agricoles à Madagascar. Il est appelé à continuer et à s'étendre dans les prochaines années. Des préoccupations sont permises quant aux rapports qui vont alors s'instaurer entre les investisseurs et les populations rurales locales.

(1) En décembre 2008. Début 2008 : 850 millions, septembre : 925 millions.

(2) Avec notamment la création du Fond d'investissement pour le développement agricole.

(3) Lors du Sommet mondial de l'alimentation (Rome).

\* Chargé de mission sur la souveraineté alimentaire au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre solidaire).

## Il faut coordonner les politiques internationales

La crise alimentaire peut-elle changer la donne ? Pour Olivier de Schutter, rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, « le système actuel nous mène au désastre ». Des termes « désuets », comme « agriculture familiale », « production vivrière » ou « souveraineté alimentaire », refont surface. Lors du sommet de la FAO de juin 2008, les États se sont engagés à investir durablement dans l'agriculture et à lutter contre la faim. Mais la réunion organisée fin

janvier par les Nations unies à Madrid a vite modéré les espoirs : au-delà des intentions, aucune politique nationale à la hauteur n'émerge dans les pays du Sud, et seuls 10% des 22 milliards de dollars promis par les pays riches ont été décaissés. Une nouveauté, cependant : Madrid a débattu du lancement possible fin 2009 d'un « Partenariat mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ». Objectifs : plus de cohérence et de coordination des politiques internationales touchant la

sécurité alimentaire – règles commerciales, etc. ; une relance des agricultures du Sud et des mesures de sécurité (bons alimentaires...) pour les populations les plus vulnérables ; et le recours à l'expertise scientifique et professionnelle existante pour les choix de long terme. Ce lieu de discussion et d'orientation réunirait tous les acteurs concernés, y compris la société civile. Très intéressant... pourvu que les pays et les institutions lui accordent de l'ambition.

# À quoi sert l'aide alimentaire en France ?

**Christine César**, socio-anthropologue, étudie la manière dont évolue la fourniture de nourriture aux plus démunis en France, notamment à travers le don et le glanage dans les rebuts.

En France, au moins 2 millions de personnes auraient recours aux circuits de l'aide alimentaire. Le rôle de ces dons est-il de nourrir les pauvres ? Le colis alimentaire représente-t-il une aide ou l'essentiel de la ration quotidienne ? Les réflexions présentées ici sont issues de deux études sur les pratiques alimentaires en situation de pauvreté en France. Il s'agit de l'étude pluridisciplinaire Abena, conduite en 2004-2005 auprès des personnes ayant recours à cette aide, afin de collecter notamment des données biogéno-nutritionnelles (1), accompagnée d'un volet qualitatif socio-anthropologique pour mieux appréhender les pratiques. Parmi elles, le glanage (dans les poubelles, notamment) a pu être exploré plus finement en 2009 lors d'une recherche récente réalisée pour le haut-commissariat aux Solidarités actives de lutte contre la pauvreté.

**Le don de nourriture est attesté** depuis l'Antiquité, mais la composition de l'offre et des publics cibles s'est transformée au fil des siècles pour s'écarter de plus en plus de la population générale et de l'alimentation commune (2). Les Trente Glorieuses ont réduit le nombre de publics concernés, mais l'apparition du chômage de masse et des processus de précarisation ont remis au goût du jour cette forme d'aide en nature. À côté de celle traditionnellement liée à l'univers confessionnel, les banques alimentaires se mettent en place (1984), les Restos du cœur s'organisent (1985), etc. Dans la France contemporaine, l'aide alimentaire n'est donc pas le fait d'un système contributif géré par l'État : il est du ressort de la société civile, des associations caritatives.

Cette architecture interroge l'imbrication des rôles des secteurs public et associatif d'autant que les associations « les plus puissantes investissent aujourd'hui le terrain de l'insertion au nom de la lutte contre l'exclusion et de la critique unanime de l'assistanat, disputant ainsi à l'État son rôle dans le maintien ou la restauration du lien social avec une vigueur inégalée depuis les grandes époques de la philanthropie (3) ». Or, la question de « qui doit nourrir les pauvres ? » se pose avec âpreté puisque la figure cardinale du « bénéficiaire » est majoritairement un allocataire d'un minimum social. En France, le « colis » représente la forme

majoritaire de l'aide – le repas ou l'épicerie sociale restent encore marginaux. L'énergie d'un colis moyen est évaluée à 800 calories. Il n'est donc pas possible d'assurer ses besoins quotidiens avec ce seul apport. Comme toutes les associations le reconnaissent, la vocation de ce don alimentaire est de constituer une « aide » qui devrait s'inscrire en complément d'autres apports. Aucune d'elles ne conçoit de soutenir des familles entières sur l'année. Or, le principal enseignement de l'étude Abena est de montrer que, pour nombre de familles, ce don constitue bien une part importante de leurs ressources alimentaires. Cette situation doit se comprendre au regard de l'architecture du budget des ménages pauvres, pour lesquels le loyer représente une part majeure alors que la nourriture devient la variable d'ajustement. L'état de santé s'en ressent, il est « très critique » (4) et les résultats biogéno-nutritionnels sont inquiétants : 19 % des femmes sont anémiées ; nombreuses carences sévères en vitamines ; le surpoids et l'obésité y sont deux à trois fois plus fréquents (voir encadré)...

**Si de rares « bénéficiaires »** de l'aide alimentaire considèrent le fait d'ouvrir les poubelles pour y récupérer de la nourriture comme un retour salvateur à l'autonomie (5), se pencher sur le glanage nous a livré une autre rationalité : ce qui n'est pas glané est incinéré, au coût de 110 euros la tonne pour

## Pauvres et obèses ?

Les ménages pauvres déclarent dépenser 2,60 euros par jour et par personne dans l'alimentation (étude Abena) alors qu'en deçà de 3,50 euros (1) il est difficile d'éviter les carences. Les contraintes budgétaires les orientent donc vers des aliments à forte densité en énergie : les produits gras et sucrés. En moyenne, une unité financière investie dans un fruit ou un légume fournit cinq fois moins de calories qu'une barre chocolatée ! Cette stratégie des ménages pauvres est donc tout à fait rationnelle, mais elle se fait, malheureusement, au détriment des micronutriments présents dans les fruits et les légumes – les sources d'énergie alimentaires les plus chères (2) –, pourtant reconnus (depuis peu) comme tout à fait déterminants pour la santé.

(1) La moyenne française, à domicile, est de 6 euros.

(2) « A nutrient density standard for vegetables and fruits: nutrients per calorie and nutrients per unit cost », N. Darmon, M. Darmon, M. Maillot, A. Drewnowski, in *Journal of American Diet Association*, 2005, 105:1881-7.

la collectivité. Selon Achim Steiner, directeur du Programme des Nations unies pour l'environnement, « plus de la moitié de la nourriture produite dans le monde aujourd'hui est soit perdue, gaspillée, ou jetée à cause d'insuffisances dans la gestion de la chaîne alimentaire »... Il y aurait là de quoi nourrir tout le monde !

(1) « Consommations alimentaires et place de l'aide alimentaire chez les personnes incluses dans l'étude Abena », 2004-2005, C. Bellin-Lestienne, V. Deschamps, A. Noukpoapé, N. Darmon, S. Hercberg, K. Castetbon, *Bulletin épidémiologique hebdomadaire (BEH)* II-12:79-81.

(2) « Faut-il nourrir les pauvres ? », A. Clément, *Anthropology of Food*, 2008, Manger pour vivre/food and survival, 2008.

(3) *Nourrir, vêtir, socio-histoire de la solidarité d'urgence à Nantes (1930-2000)*, P. Le Crom, J.-N. Retière, Mire, 2000.

(4) BEH II-12:77, éditorial, S. Hercberg, G. Brückner.

(5) « Stratégies d'approvisionnement et comportements alimentaires de familles recourant à l'aide alimentaire : le cas des multigléaneurs », C. César, *Cahiers de nutrition et de diététique*, n° spécial « Nutrition et précarité », 2006 ; C. César, <http://aof.revues.org/document5073.html>



L'installation de compacteurs des rebuts, sur les marchés, prive les glaneurs de denrées parfaitement consommables et alourdit la facture de traitement des déchets...

CHRISTINE CÉSAR

L'Union européenne se prépare à sortir des quotas laitiers d'ici à 2014, afin de « gagner en compétitivité sur les marchés mondiaux ».

DANIAU/AFP



## L'Europe aggrave la crise

Alors qu'approchent les élections européennes, **Ambroise Mazal\*** appelle à la révision des politiques commerciales de l'Union.

La Commission européenne (CE) a lancé en mars les procédures de déblocage du fameux « 1 milliard d'euros » pour la relance agricole d'urgence, qui concerne une cinquantaine de pays pour la période 2009-2011. [...] Néanmoins, il est regrettable que l'aide dédiée à la sécurité alimentaire dans les programmes du Fonds européen de développement (FED) reste faible, alors que le X<sup>e</sup> FED vient d'être discuté en pleine crise alimentaire. L'initiative de la CE ne doit pas non plus éluder la question du respect des engagements des États membres européens à porter à 0,7 % de leur PIB leur aide au développement, et à valoriser l'aide à

l'agriculture à l'intérieur de cette enveloppe (3 % aujourd'hui seulement !).

Surtout, l'Union européenne (UE) ne pourra pas faire l'économie d'une révision de certaines de ses politiques affectant gravement la sécurité alimentaire des pays du Sud. On peut en distinguer schématiquement quatre catégories.

**Première catégorie : les exportations** vers les pays tiers à des prix inférieurs au coût local de production. Les restrictions aux importations de pommes de terre en Guinée, par exemple, ont montré la capacité des filières locales à se développer dès lors qu'elles ne sont plus en concurrence

déloyale. D'autre part, il est urgent de supprimer les restitutions aux exportations au plus vite. Même si l'Union européenne recourt moins à cet outil qui permet l'exportation de produits agricoles dans les pays du Sud à un prix inférieur au coût de production européen, elle doit respecter sa promesse de le supprimer. L'UE le réutilise, par exemple, pour le lait depuis décembre 2008.

**Deuxième catégorie :** la création de marchés rentables en Europe qui suscitent des monocultures d'exportation dans les pays en développement. C'est le cas du soja pour l'alimentation du bétail européen, importé d'Amérique latine, où il est cultivé selon un modèle agro-industriel intensif, à l'origine de déplacements des populations locales et de graves dégâts environnementaux. Pourtant, l'UE peut, et doit, produire elle-même ses protéines végétales. L'adoption en décembre 2008 d'un objectif ambitieux d'incorporation de 10 % d'agrocultures d'ici à 2020 pour les transports européens participe de la même logique, puisque cette politique repose en grande partie sur les importations. La création de ce marché rentable attise les projets de monocultures énergétiques d'exportation au détriment des agricultures familiales et vivrières locales, telles que l'huile de palme en Indonésie ou en Colombie, ou la canne à sucre au Brésil. De nombreux projets d'investissement sont en cours en Afrique.

**Troisième, la politique européenne** de multiplier les accords de libre-échange avec les pays du Sud est extrêmement préoccupante. En particulier, les Accords de partenariat économique (APE) que l'UE est en voie d'imposer aux 77 pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP) sont symptomatiques. Les APE imposent aux pays ACP, au nom de l'OMC, l'ouverture de leurs marchés aux exportations européennes, en concurrence directe avec les filières locales. Une exception pour les produits agricoles est nécessaire, au-delà de ce qui est discuté actuellement autour de quelques filières. De nombreux accords bilatéraux sont en discussion aujourd'hui (avec l'Amérique centrale, la CAN, l'Asean, etc.), dont le degré de libéralisation va beaucoup plus loin que ce qui est discuté dans le cadre de l'OMC.

**Enfin, c'est plus généralement** le soutien de l'UE à la libéralisation de l'agriculture sur lequel il faut revenir. Au niveau communautaire, cela se traduit, par exemple, par la préparation à la sortie des quotas laitiers d'ici à 2014, afin de « gagner en compétitivité sur les marchés mondiaux ». Mais cela s'est vu aussi par l'absence de volonté de l'UE de continuer à jouer le rôle d'un des « stockeurs » mondiaux en matières premières agricoles, l'absence de stocks mondiaux ayant été à la cause de la spéculation spectaculaire au cours de l'année dernière.

\*Voir p.20.

### Des lobbies agro-industriels bien soutenus

Les fonds de matières premières agricoles constituaient encore, au printemps dernier, le recours des spéculateurs ébranlés par leurs lourdes pertes aux États-Unis dans le secteur immobilier. Un an après, le moral est au plus bas. La crise financière a divisé par deux le prix du pétrole brut, et fait s'effondrer le cours des produits agricoles. Mais n'allons pas croire que les pauvres s'en trouvent soulagés. Ce sont les géants du commerce qui profitent de la crise, et triplement : ils achètent immédiatement aux paysans aux prix les plus bas ; ils les maintiennent au niveau le plus élevé possible pour le consommateur final ; et ils investissent

ces profits en rachetant des concurrents affaiblis.

Le rôle de l'Union européenne ? Elle appuie depuis toujours les lobbies agro-industriels, en particulier pour la viande et le lait – que l'Europe produit en abondance. Les plus gros producteurs ont toujours gagné plus, source d'excédents agricoles dont l'Union subventionne ensuite l'exportation vers des pays en développement, détruisant des marchés alimentaires locaux. Alors que l'aide au développement y a été investie dans les routes et les ports destinés... à l'exportation vers les pays industrialisés. Notamment pour évacuer d'autres matières premières agricoles,

transformables selon l'intérêt en denrées alimentaires ou en énergie – et donc soumises à boursicotage.

Mais la résistance à l'établissement de règles empêchant cette spéculation est immense. Comme les banques, le lobby agricole exige, lui aussi, avant tout une compensation de ses pertes. La Commission européenne lui a encore cédé en décembre dernier : elle identifie bien les problèmes pressants de l'agriculture (changement climatique, perte de biodiversité, etc.), mais ne conditionne toujours pas son aide à des pratiques visant à les résoudre.

Hannes Lorenzen, conseiller à la commission de l'agriculture du Parlement européen.

# Le Brésil peut-il devenir la « ferme du monde » ?

**Hervé Théry**, directeur de recherche au CNRS-Credal\*, montre que le Brésil possède l'un des plus forts potentiels agricoles au monde. Mais cet essor a un coût écologique et humain.

**A**u moment où l'opinion mondiale s'interroge sur la sécurité alimentaire et énergétique de la planète, la situation du Brésil paraît enviable, puisque non seulement il alimente sans difficulté ses habitants (près de 200 millions), mais il est en outre un gros exportateur de grains, de viandes, de tourteaux et de matières grasses. Le Brésil est vu par certains comme la solution miracle grâce aux agrocarburants qu'il produit déjà en grande quantité, et qu'il pourrait exporter en plus grande quantité encore : il fait rouler des millions de voitures *flexfuel* à l'éthanol. Est-ce à dire pour autant que le Brésil (avec ses voisins, principalement l'Argentine) est la région-solution, qu'il peut devenir la « ferme du monde », produisant en quantités illimitées nourriture et agrocarburants ? Jusqu'où et à quel prix, social et environnemental, peut-il assurer ce rôle ?

**Dans les tableaux statistiques de la Food and Agriculture Organization (FAO)** par grandes catégories (céréales, viandes, fruits et légumes), le Brésil se situe dans les trois cas dans les sept premiers rangs mondiaux, parmi des pays plus peuplés, comme la Chine et l'Inde, ou à complexes agro-industriels puissants, comme les États-Unis ou la France. Dès lors, si l'on se demande d'où la planète tirera les aliments nécessaires à sa croissance, une constatation n'est pas très difficile à faire : l'Europe et l'Amérique du Nord, déjà très productives, n'ont guère de marge de progression ; la situation de l'Afrique ne permet guère d'espérer de progrès à court et moyen terme ; l'Asie a des possibilités, mais plus encore de demandes, car elle sera le grand marché demandeur. Nul doute par conséquent que l'Amérique du Sud soit essentielle, étant le seul continent où des terres agricoles sont disponibles en grande quantité et à court terme.

**L'un des aspects les plus frappants** de l'agriculture brésilienne est sa capacité d'adaptation : presque du jour au lendemain, elle peut modifier la carte de ses productions, comme en témoigne le déplacement de la production de soja sur des centaines de kilomètres. Alors que le Brésil ne produisait pratiquement pas de soja avant les années 1970, il est aujourd'hui le second producteur de graines, le premier exportateur mondial



**le soja progresse sur la forêt amazonienne, généralement par rachat de terres déjà défrichées par les éleveurs.**

STR/AFP

de tourteaux, et l'un des tout premiers pour l'huile. Cette progression s'est faite par la mise en culture des *cerrados* du Mato Grosso, du Goiás et de l'ouest de Bahia. Ceux-ci une fois conquis, le soja progresse désormais sur la forêt amazonienne, généralement par rachat de terres déjà défrichées par les éleveurs : ceux-ci vont alors un peu plus loin défricher de nouvelles portions de forêt, un « effet domino » qui préoccupe beaucoup les militants de l'environnement, au Brésil et à l'étranger.

**Le riz, associé à cette conquête**, suit le soja. Et le coton a connu à peu près la même évolution. On assiste donc à la progression de véritables fronts pionniers, sans équivalent dans le monde (à part certaines régions d'Indonésie ou de Malaisie). Une progression face à laquelle se pose évidemment la question de la limite de cette conquête : jusqu'où peut-elle aller, combien de millions d'hectares le Brésil peut-il encore incorporer ? Le débat est vif entre les partisans du

développement de la production et ceux de la protection de l'environnement. Roberto Rodrigues, ancien ministre de l'Agriculture, issu du mouvement coopératif, a présenté une estimation qui tient compte des réserves existantes et de la forêt amazonienne telle qu'elle est aujourd'hui : sans défrichements supplémentaires et sans conversion des pâturages, qui est pourtant une des possibilités les plus prometteuses, 106 millions d'hectares sont disponibles, soit plus de trois fois la surface agricole utile (SAU) française.

**Ces bouleversements suscitent** des débats au Brésil, mais une question ne préoccupe guère la majorité de l'opinion, celle des OGM : les Argentins les utilisent sans états d'âme particuliers, les Brésiliens et les autres pays du bloc ne s'en abstenant – pour le moment – que dans les régions où manquent encore des semences adaptées aux climats chauds et humides. Deux autres questions sont en revanche souvent débattues, principalement à propos de l'expansion rapide de la canne à sucre, celle de la pollution produite par le brûlis des pailles sèches et celle des conditions de travail des coupeurs de canne. Elles sont en voie de solution dans l'État de São Paulo, par le déploiement plus rapide que prévu des machines à couper la canne, qui travaillent sans brûler les pailles : elles ont déjà récolté 49,1 % des 3,9 millions d'hectares pour la campagne de coupe 2008-2009, achevée le 31 mars. Le seul problème est que chaque machine remplace une centaine de coupeurs, pour la plupart des travailleurs temporaires venus du Nordeste, un effet pervers de ces pressions bien intentionnées.

\*Il est aussi professeur invité à l'Universidade de São Paulo (USP).

## Cohabitation agricole

L'agriculture brésilienne est duale, comme le prouvent ses deux ministères : celui de l'Agriculture, de l'Élevage et du Ravitaillement, qui appuie le puissant secteur agro-industriel, et celui du Développement agricole, qui encadre la petite agriculture et promeut la réforme agraire.

Cette dichotomie révèle l'association de deux systèmes de production très différents : une agriculture familiale, qui assure 70% de l'alimentation du pays, et un *agrobusiness* de type nord-américain, qui produit essentiellement pour exporter. Les petites exploitations (moins de 10 hectares) se concentrent dans le Nordeste et en haute Amazonie, alors que dans le Sud, les exploitations moyennes (10 à 100 ha) l'emportent. Le domaine des grandes exploitations (plus de 100 ha, et bien souvent plusieurs milliers) correspond d'assez près à celui des savanes arborées (*cerrados*), au centre du pays, et des savanes herbeuses, (*campos*) au Sud et au Nord.

# Arrêtons de financer la malbouffe

L'Europe commence à prendre des initiatives pour une meilleure alimentation. Mais on est encore loin du compte, et ce n'est pas que la faute des institutions, estime **Hannes Lorenzen\***.



**Le surpoids concerne plus de la moitié de la population adulte en Europe.**

GUILLOT/AFP

En novembre, la Commission européenne lançait un programme, passé presque inaperçu, en faveur de la consommation de fruits et de légumes dans les écoles. À partir de la mi-2009, l'Union européenne souhaite les inciter à en proposer davantage dans les cantines, et lutter ainsi contre l'obésité des enfants, de plus en plus répandue. Le surpoids concerne de nos jours bien plus de la moitié de la population adulte et près de 30 millions d'enfants. Chaque année, les maladies cardiovasculaires et les cancers coûtent environ 200 milliards d'euros au système de santé. Même si les quelque 90 millions d'euros destinés chaque année à l'achat de fruits bon marché sont une goutte d'eau dans la mer, cette initiative va dans la bonne direction.

C'est sur les mécanismes de financement que se concentrent les problèmes : désormais, si le prix des aliments plus sains baisse, celui des moins bons n'augmentera pas. Or, si la « malbouffe » entraîne des maladies, elle devrait être plus chère, car elle impose aux citoyens et à la société des coûts inutiles. Mais, jusqu'à présent, la politique agricole européenne a diminué le prix du sucre et des graisses animales grâce à des subventions. Cela a surtout fait grossir les Européens les plus pauvres. Les personnes qui ne peuvent se permettre que des produits alimentaires transformés industriellement et bon marché absorbent beaucoup de sucres et de graisses. À quoi s'ajoutent des masses

d'additifs et de conservateurs. La liste des ingrédients contenus dans ces denrées ressemble souvent à une notice de médicament. **Toutefois, si une certaine nourriture** n'est pas bonne pour la santé, ce n'est pas systématiquement dû qu'à l'offre des discounteurs, mais également aux habitudes alimentaires et d'achat. Ceux qui se laissent attirer par les « offres spéciales » achètent des produits au rabais, rapidement et en grande quantité. L'association Les Amis de la terre-Europe a monté que les consommateurs qui réfléchissent à ce qu'ils veulent manger avant de faire les courses achètent jusqu'à 20 % de moins.

Même le grignotage, c'est-à-dire le fait de manger entre les repas, dans la rue, devant le réfrigérateur ou encore devant la télévision, phénomène très répandu aux États-Unis et de plus en plus en Europe, donne des ulcères aux nutritionnistes. Acheter et manger ne sont souvent plus des décisions conscientes, mais des habitudes. Cependant, sur le long terme, les régimes et les systèmes sophistiqués d'étiquetage sur les quantités potentielles de graisses et d'agents pathogènes ne sont d'aucun secours. Souvent, les produits de substitution aux graisses et aux sucres sont même

## Du bio à la cantine

Près de 60% de bio dans les 1650 repas servis chaque jour dans les restaurants scolaires du 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris – et sans hausse des prix moyens. Une fois par mois, le repas est 100% bio, et végétarien tous les mardis, cas unique à Paris. Pour des raisons diététiques, une des composantes du classique repas « à la française » a été supprimée – entrée ou fromage ou dessert. Confortés par l'adhésion des enfants, les parents, consultés tout au long de la démarche, la soutiennent en général.

Il sera difficile cependant d'augmenter la part de la bio, estime Jacques Boutault, maire Vert, qui a engagé la conversion des cantines au bio dès sa première élection, en 2001. « Pour des raisons écologiques et économiques, nous privilégions les productions proches et de saison, et nous maintenons ce niveau grâce à l'antériorité de nos contrats. Mais si l'on se lançait aujourd'hui, nous n'y parviendrions pas, tant la demande submerge l'offre », déplore-t-il. Seulement 0,72% de la surface agricole francilienne est en bio.

—P. P.

plus problématiques pour la santé.

Cependant, une série d'initiatives et de mouvements travaille à de nouveaux systèmes d'alimentation durable. Parmi ceux-ci figure le mouvement Slow Food, qui a recréé des liens entre les pratiques de culture des végétaux et d'élevage des animaux, la manière de transformer et de préparer les aliments, et le rapport entre la conservation de la biodiversité dans les fermes et la variété de nos goûts alimentaires. La découverte de l'importance d'une bonne nourriture ayant du goût naît dans des groupes de bons vivants (convives) et à l'école, et des dégustations publiques font revivre les raffinements de la table.

**Les nouvelles coopératives** et nouveaux réseaux d'agriculteurs, comme Eurocoop,

Cofami ou les Amap, qui transforment leurs produits en commun et les vendent directement aux consommateurs, ont créé des alternatives à la puissance de marché des chaînes de distribution. L'intérêt pour les jardins urbains ou proches des villes, qui fournissent des

légumes frais, a fortement augmenté dans de nombreuses régions d'Europe, notamment en Angleterre, où le prix des aliments est particulièrement élevé. De même, des grandes villes comme Copenhague et Amsterdam travaillent à de nouveaux systèmes de ravitaillement direct à partir de leurs environs proches.

En octobre 2008, la Commission européenne publiait un Livre vert sur la cohésion territoriale. Toutes les villes et communes rurales de l'Union ainsi que tous les groupes d'intérêt y sont invités à présenter leurs propositions pour améliorer l'intégration de la politique commune de développement structurel, rural et régional. Dans le contexte du changement climatique et de la protection de la biodiversité, de la nécessité de réduire les frais de transport et de réaliser des économies d'énergie drastiques, l'ouverture d'un vaste débat sur l'organisation future des relations entre ville et campagne est l'occasion de réfléchir à une nouvelle initiative communautaire centrée sur une alimentation saine et une culture alimentaire durable.

Il a quelques années, l'Europe a abandonné l'instrument des initiatives communautaires. C'était une erreur : elles lui offraient la possibilité de s'organiser à partir de la base et d'établir des liens directs avec les institutions européennes, perçues comme lointaines. C'est plus que jamais nécessaire.

\*Voir p. 22.

# Les enfants préfèrent le bio !

**Brigitte Mercier-Fichaux**, diététicienne, défend depuis trente ans les produits biologiques, et participe activement à leur introduction en restauration collective.

Depuis dix ans, des essais d'introduction d'aliments bios dans les cantines scolaires ont été mis en place en Bretagne, et nous avons été sollicités par de nombreuses associations pour former les personnels de cuisine et d'intendance. Notre rôle est de présenter les aliments spécifiques de l'alimentation bio, leur intérêt nutritionnel, leurs utilisations de base, et de les introduire dans des menus équilibrés et conformes aux normes du Plan national nutrition santé (PNNS).

**Les normes d'hygiène** et d'équilibre nutritionnel sont très strictes en restauration scolaire : le déjeuner, par exemple, doit couvrir 40 % des besoins journaliers d'un enfant, et être conforme aux recommandations du PNNS. En résumé, celui-ci vise à augmenter la consommation de fruits et de légumes, à diminuer les sucres rapides, les lipides et surtout les acides gras saturés pour augmenter les « bons » acides gras insaturés. Le but étant de limiter la montée de l'obésité et des pathologies cardiovasculaires. Par ailleurs, le PNNS insiste sur les besoins en minéraux indispensables, comme le calcium et le fer, en vitamines et en fibres.



## Des exemples chiffrés

Calculs à l'appui, il est possible d'affirmer qu'un repas comportant des céréales complètes biologiques avec 70 % du grammage conseillé en viande, volaille ou poisson ; un produit laitier ; une portion de légumes verts crus et une de cuits ; et un fruit cru couvrira parfaitement les apports nutritionnels souhaitables, et ce pour un coût similaire à une ration équilibrée non bio.

Exemples et coûts de plats « mixtes » réalisés avec des produits bios :

- Pâtes demi-complètes aux légumes et au thon (avec 50 à 70 g de thon selon les tranches d'âge) : coût de revient par enfant du primaire : 1,02 euro.
- Riz demi-complet et poulet à l'indienne (avec 50 à 70 g de poulet selon les tranches d'âge) : coût de revient par enfant du primaire : 1,03 euro.
- Gratin de brocolis et jambon (avec 50 à 70 g de jambon selon les tranches d'âge) : coût de revient par enfant du primaire : 0,88 euro.

Pour chacun de ces points, l'intérêt du bio est aujourd'hui évident et non contestable (1). En outre, les légumes verts bios seraient globalement mieux appréciés (surtout chez les adultes, certes !), et les fruits bios font l'unanimité : les enfants les consomment plus facilement. Les produits laitiers bios ont plus de saveur et moins d'acidité : ils peuvent donc être moins sucrés.

**Les enfants consomment plus facilement des fruits bios, car ils ont plus de goût.**

DANIAU/AFP

**Qu'en est-il du prix ?** Le surcoût du bio concerne surtout les fruits, certains légumes et les viandes. Il serait impossible de maintenir un coût de repas dans les normes en souhaitant introduire de la viande bio à chaque repas, mais il est tout à fait possible – diététiquement parlant – de diminuer les quantités de viande et de maintenir un apport en protéines suffisant. Par ailleurs, la qualité de la viande bio est telle que tout cuisinier de collectivité a pu remarquer qu'il pouvait diminuer sa commande d'environ 20 % pour servir la même quantité de viande cuite par assiette ; le surcoût du bio est donc à relativiser !

(1) Voir notamment l'étude Abarac.

ALAIN LIPIETZ

Député Vert européen.

## Que peuvent les eurodéputés ?

**Nous vivons une crise alimentaire mondiale**, qui a dégénéré en crise financière. Le besoin fondamental, se nourrir, a été transformé en machinerie industrielle et financière, gaspillant l'espace et les produits alimentaires, avec des conséquences humaines effroyables.

Que peut l'Europe ? Actuellement, la politique agricole commune (PAC), 35 % du budget européen, n'est pas votée par le Parlement. Première bataille : que les citoyens puissent peser sur la PAC, ce qui sera le cas si le traité de Lisbonne est ratifié.

Une partie de la politique agricole reste nationale, et des pays développent l'agriculture biologique. La France, elle, importe de la bio, et consacre de grands espaces aux agrocarburants !

Vis-à-vis du tiers monde, les Verts luttent contre les subventions aux exportations, la concurrence faussée. Soutenir l'agriculture pour nourrir l'Europe, oui : le petit paysan a besoin d'une régularité des prix agricoles. Mais la grande agriculture intensive ne devrait recevoir aucune subvention aux exportations. Hélas, les dégâts sont là, et le Fonds européen de développement, avec les ONG, doit aider le tiers monde à reconstruire son agriculture vivrière, industrielle et non pas industrielle.

**La conversion écologiste vers une alimentation saine, tel est l'enjeu caché des batailles européennes à venir.**

**On peut aller plus loin, en refusant** que l'Europe encourage la spécialisation des nouvelles puissances de l'ancien tiers monde dans l'agriculture exportatrice. D'abord en produisant nos propres protéagineux au lieu d'importer du soja pour nourrir notre cheptel. On doit aussi poursuivre la bataille pour l'écocertification du commerce international. Les lois des pays du Sud pour protéger leurs richesses et leur biodiversité ne sont pas prises en compte par l'Union. Aujourd'hui, des bois illégaux arrivent en Europe, les douaniers n'ont pas le droit d'en refuser l'entrée, tandis qu'un T-shirt marqué Lacoste peut être saisi pour contrefaçon !

**Concernant les accords d'association avec le Sud**, ce devait être des « accords de bloc à bloc » à trois piliers : dialogue politique (droits de l'homme), aide au développement et accord commercial. Mais, au bout de deux ans de négociations, il ne reste plus que... le volet libre-échange. Les Verts, comme les communistes, ont voté contre le premier accord, avec les Caraïbes. Mais les autres groupes ont voté pour ! En notre nom de citoyens, une politique effroyable est imposée au tiers monde.

Aujourd'hui, tout le monde parle de réguler le capitalisme, mais la Commission la plus ultralibérale est aux commandes, et risque d'être reconduite ! Ainsi, nous avons lancé une campagne « Stop Barroso ». Sa commissaire à l'Agriculture, Mariann Fischer-Boel, propose désormais de supprimer les quotas laitiers, pour permettre aux gros producteurs de lait européens de poursuivre leur business en ruinant les petits, ici et là-bas.

**Le modèle agricole « maïs-soja-viande »** adopté par l'Europe est criminel : la PAC doit satisfaire aux besoins des Européens et permettre aux pays du tiers monde de satisfaire aux besoins de leurs citoyens, en commençant par les plus démunis. La planète peut nourrir tous ses habitants. La souveraineté alimentaire et la conversion écologiste vers une alimentation saine, tel est l'enjeu caché des batailles européennes à venir.